

Où va le mouvement des femmes?

PAR MICHÈLE JEAN

Écrit à la fin de «La décennie de la femme», cet article (vol. 2, no. 2, 1980) nous mettait en garde contre les forces de l'intérieur et de l'extérieur qui menaçaient le mouvement des femmes. Ces avertissements sont toujours valides dix ans plus tard, surtout face aux régressions récentes telles la tentative par le gouvernement fédéral de recriminaliser l'avortement, le sacrifice des emplois de femmes au libre-échange, la rupture de promesse du gouvernement fédéral pour un nouveau système de garde d'enfants, et bien d'autres encore....

Le mouvement des femmes¹ ira où et jusqu'où les femmes «voudront» qu'il aille. Bien sûr, les femmes ne sont pas les seules agents de la dynamique du mouvement, mais elles n'en demeurent pas moins le moteur principal.

Je distinguerai pour expliquer ceci la dynamique externe et la dynamique interne du mouvement. La dynamique externe est ce qui, à l'extérieur du mouvement, influe sur lui (conditions nationales, économiques, sociales, psychologiques de la société). Je parlerai ici de la dynamique interne.

Pour moi, la dynamique interne jaillit des théories et de l'action qui s'articulent dans le mouvement, celui-ci étant composé de femmes en voie de conscientisation jusqu'aux femmes militantes actives. Cette dynamique interne a évolué comme suit: au cours des dix dernières années, je crois que le féminisme radical a été l'outil le plus stimulant pour démasquer l'oppression des femmes. En faisant des rapports d'oppression entre les sexes la source première des diverses exploitations et dominations pratiquées dans tous les types de sociétés, en identifiant le système patriarcal et son assise, la famille patriarcale, comme les institutions qui organisent et maintiennent la suprématie masculine, en s'appuyant sur la subjectivité des femmes, sur leur expérience personnelle, pour les amener à identifier les sources de leur oppression, le féminisme radical a permis, entre autres choses, l'éclosion des lieux de femmes (centres de femmes, maisons de femmes), de la parole des femmes, de la politisation de la vie privée (amenant ainsi la violence faite au corps de la femme sur la place publique). Le féminisme radical, même s'il est un outil théorique éminemment perfectible, est un discours porteur d'actions féministes partant des femmes et retournant vers elles. Il permet de mieux cerner les cibles à atteindre et les actions à mener.

Cela dit, je crois que ce féminisme a encore peu d'adhérentes au Québec. Néanmoins, il a quand même pénétré les regroupements féminins en ce qu'il les a poussés à avoir la lunette «oppression des femmes» dans leur thématique et leur plan d'action.

Au cours des dernières années, après avoir connu une phase de ce qu'on peut appeler un féminisme égalitaire que je situerais entre 1960 et 1969, c'est-à-dire une période où les femmes ont

voulu prouver qu'elles pouvaient faire comme les hommes, qu'elles étaient aussi intelligentes qu'eux et capables de mener des carrières d'hommes sans renoncer à leur rôle de mère, nous sommes passées à un féminisme qui dit: nous avons une spécificité et nous voulons qu'elle ne nous pénalise en rien dans la société. Cette période, la plus dynamique, à mon avis, pour le mouvement des femmes, est actuellement menacée de l'intérieur et de l'extérieur.

De l'intérieur, l'essoufflement et la crainte des femmes peuvent influencer l'évolution du mouvement. En effet, il ne faut pas se le cacher, l'organisation de la lutte en est arrivée à un point où elle devient menaçante pour le pouvoir mâle. Des femmes sont maintenant en place et en mesure de réfléchir et d'agir de façon structurée et organisée avec les instruments qui permettent à une pensée de devenir cohérente et source d'actions pertinentes. On a vu dernièrement un sociologue, Alain Touraine, dire que le mouvement des femmes était le mouvement le plus questionnant pour la société actuelle.

Pour avoir travaillé avec de nombreux groupes de femmes, je sais que la conscientisation est une démarche angoissante par certains côtés et qu'un certain nombre de femmes décident de ne pas s'y arrêter par crainte des suites que cela pourrait avoir. De plus, l'isolement des femmes joue souvent ici comme facteur de démobilisation.

Le mouvement est aussi menacé de l'extérieur par le phénomène du «sexisme à l'envers», qualificatif que l'on donne de plus en plus aux actions des femmes. En effet, les femmes en se réunissant entre elles pour définir des choses ont été amenées à exclure les hommes de certaines de leurs démarches. Par exemple, en créant des cours pour répondre aux besoins éducatifs des femmes, on se fait souvent dire que c'est de la discrimination à l'envers. Pour bien des femmes, cette accusation est menaçante et elles ne veulent pas se faire renvoyer ce qu'elles ont dénoncé.

Les hommes réclament de plus en plus le droit de savoir ce qui se passe et plusieurs d'entre eux n'opposent plus une fin de non-recevoir au discours féministe. Ceci peut être porteur de nouvelles pistes d'entente mais aussi porteur de récupération. En voulant étudier les comportements et les façons d'agir de l'un et l'autre sexe, comme s'ils étaient aliénés et conditionnés de la même façon, on risque de noyer le poisson et de voir les femmes prendre encore en charge l'éducation des hommes.

En conséquence, la *récupération*, définie comme le fait de ne pas récuser d'emblée une théorie mais de l'utiliser ensuite contre ceux qui l'ont prônée, est aussi une menace au mouvement des femmes.

A ces deux dangers pour l'avancement du mouvement des femmes, l'accusation de «sexisme à l'envers» et la récupération, s'ajoutent évidemment des éléments conjoncturels économiques, idéologiques, etc.

A mon avis, ce que nous avons dit rend possible, au cours des années à venir, une baisse du volet militant ou de la plateforme publique du mouvement des femmes. Cependant, je crois qu'il y a un immense travail qui a été accompli² et que les femmes ne retourneront pas en arrière. Si l'on se fie au passé, je ne crois pas que les vagues de non-militantisme aient été des temps morts mais plutôt des temps de *digestion des acquis*. Je crois que des modifications importantes ont eu lieu: les femmes ont pris conscience de leur pouvoir, et une certaine solidarité, ou conscience de sexe, s'est développée et contribuera à alimenter le mouvement au cours des années à venir.

En conclusion, je crois qu'il faut par-dessus tout :

- premièrement, continuer d'informer et d'aider les femmes à réfléchir sur le savoir et le pouvoir, non pas nécessairement pour se les approprier tels qu'ils sont mais pour avoir la possibilité de les remettre en question, de les modifier dans le sens qu'elles veulent et d'intervenir là où elles veulent;
- deuxièmement, élaborer des stratégies de solidarité afin que les femmes réagissent comme groupe lorsqu'il faut poser des gestes précis. Car la bourgeoise n'a souvent l'étiquette de bourgeoise que parce qu'elle est la propriété d'un bourgeois et, perdant ce privilège, elle se retrouve

rapidement prolétarisée. En fait, seule sa spécificité de femme lui appartient en propre et c'est au nom de cette spécificité qu'elle doit être solidaire.

Ce texte a servi de base à une intervention dans le cadre du colloque Les femmes et la recherche, organisé par un groupe de femmes de l'Université du Québec à Montréal, les 11 et 12 mai 1979.

¹ Le mouvement des femmes est un courant social exprimant de multiples tendances et le féminisme en est une parmi d'autres.

² Ce colloque, le premier du genre au Québec, en était une manifestation éloquentte.

Economic Barriers to Liberation

BY MARJORIE COHEN

Cohen's analysis of and projections for women in the recessionary economy of the early 1980s prove to be frighteningly accurate for the early 1990s. Free trade, increased military spending, erosion of social services and programs, the focus on legislative instead of systemic change all continue to undermine Canadian women's place and potential in the labour market, and Canada's place in the global economy. With haunting clarity, Cohen, in "Economic Barriers to Liberation" (Women & the Economy Vol. 3, No. 4, 1982), forecasts our present.

A few days before the last federal election in 1980, some members of the executive of the National Action Committee on the Status of Women met with Pierre Trudeau to discuss women and government policy. His message, a common response to feminist demands, was loud and clear: any changes to benefit women would be too costly and the government had more pressing priorities. Measures which will help women are contrary to the interests of the growth and stability of the Canadian economy.

Feminists have countered these views by arguing that the interests of women are compatible with those of the system, that industries will not be ruined by female equality. There is something illogical about views which see expansion of armaments industries as important for economic growth and job creation, while expansion of social-service industries is inflationary.

Wasting talent and labour is economic waste. So we continue to work for legislative changes on issues which are critical to women: daycare, abortion, pensions, wages, education, violence. The legislation we favour centres on promoting equal opportu-

nity and prohibiting discrimination. But the limitations of what can be achieved through legislation are considerable. Even when appropriate legislation is passed, it seems to do little to change the *status quo*.

I am not implying that the position of women has not improved; women are much better off now than we were even twenty years ago. But the changing position of women has had less to do with deliberate social reform than with economic expansion. Egalitarian reform has been fairly minimal and economic growth has nearly obscured its failure. We are better off because everyone is better off, because the economic structure has changed, not because our relative position has improved significantly. Nevertheless, we continue to focus on legislative change as the primary way to achieve equality.

It bothers me that feminists no longer talk about liberation. Somehow the notion of freedom for women has been replaced with lesser goals like choice. Real liberation is not merely the opportunity to choose between set alternatives. Freedom is a chance to formulate the available choices, to create alternatives from which we can choose. Perhaps we no longer talk about liberation because it seems so impossible. The opportunity to choose seems more reasonable. It does not imply radical change, but readjustment; the structure of the economy within which we would make our choices would remain the same.

What we need to consider seriously is that the warnings of business and government may be correct, that the system cannot tolerate genuine equality. We need to recognize that the economy as it exists now is basically incompatible with equality for women. Discrimination is not merely a matter of prejudice, an